

Chomdu 21

(... suite)

« ... il faut se faire une représentation bien inversée du pouvoir pour croire que nous parlent de liberté toutes ces voix qui, depuis tant de temps, dans notre civilisation ressassent la formidable injonction d'avoir à dire ce qu'on est, ce qu'on a fait, ce dont on se souvient et ce qu'on a oublié, ce qu'on cache et ce qui se cache, ce à quoi on ne pense pas et ce qu'on pense ne pas penser. Immense ouvrage auquel l'Occident a plié des générations pour produire - pendant que d'autres formes de travail assuraient l'accumulation du capital - l'assujettissement des hommes; je veux dire leur constitution comme "sujets", aux deux sens du mot », qu'y dit m'sieur Foucault.

M'sieur Nicolas-Le Strat, ell' dit la sœur à Polo qu'en plus d'la philo ell' apprend la sociologie parce qu'ell' dit qu'y a plus d'chances qu'ça lui serve plus tard, y dit qu'la sociologie justement ça sert à ça. C'est pour ça qu'on a plein d'p'tites sociopathes mignone allons voir si la rose qui viennent nous examiner dans la cité, y dit Djamel.

« L'ethnométhodologie, qu'y dit donc m'sieur Nicolas-Le Strat, prend comme point de départ de ses analyses l'activité des membres ordinaires de la société, elle saisit donc la situation exclusivement sur un registre atomistique et invalide en fait toute réflexion qui porterait sur la société comprise comme totalité concrète, comme transcendance normative. Les déterminants macro-sociaux sont ainsi réduits à un simple contexte extérieur de l'action, contexte que les individus s'emploient à adapter à la poursuite de leurs intérêts propres, contexte qui s'offre à eux comme objet descriptible et intelligible sur lequel ils peuvent faire porter leur compétence de jugement et à partir desquels ils peuvent librement construire les situations dans lesquelles ils sont engagés. (...) Ce qui est ainsi occulté, c'est la reproduction d'ensemble de la société et l'organisation de son rapport social central. (...). Ce modèle a le double mérite d'offrir un cadre de compréhension des processus qui conduisent à la constitution de situations de difficulté, tout en référant systématiquement ces processus à l'autonomie interprétative et décisionnelle des individus concernés. La société est dédouanée de toute responsabilité dans l'apparition de ces difficultés. Ce modèle opère un changement d'optique qui permet d'intellectualiser désormais les problèmes sociaux à partir de la spécificité des conduites de vie et des modes d'implication, que ce soit dans le contexte d'un quartier, d'une communauté scolaire ou en fonction des contraintes du marché du travail.

La visibilité des conduites passe désormais par l'éclairage de soi. Elle est le produit direct de tout un complexe technologique que nous résumons sous le terme générique de "technologie de l'implication". Il n'est plus réclamé uniquement aux individus de faire preuve d'obéissance ou de soumission, il leur est demandé de dire le vrai sur leur situation - qu'ils authentifient ce qu'ils sont, devant les autres et aux yeux de la communauté. Ils sont amenés à manifester le plus lisiblement et le plus visiblement leur présence et ils le font à l'occasion de ces multiples bilans ou évaluations de soi qui jalonnent l'élaboration d'un contrat d'insertion, la définition d'un projet de formation ou la résolution d'un conflit lors d'une médiation. Ces situations ne cessent de se multiplier où l'individu est requis de dire vrai à propos de lui-même. Nous sommes bien loin d'un gouvernement des hommes qui s'appuierait uniquement sur des marques d'autorité et des appels à la conformité des comportements. Nous découvrons une forme de gouvernement des conduites qui participe d'un examen ininterrompu de soi et d'une vigilance permanente sur soi-même. Il y a quelque chose de curieux à constater l'omniprésence de cette sorte d'aveu de soi en l'absence de toute faute et hors de toute circonstance délictuelle. »

C'est carrément la lumière du flic dans la gueule, qu'y dit Fred. Sauf qu'là, c'est toi qui tient l'projecteur. Sont feignants ces flics-SS.

Comm' si ça leur suffisait pas d'nous mettre des caméras d'surveillance partout qu'mêm' si on a rien fait on a peur quand mêm', y dit Fred.

Caméra factice



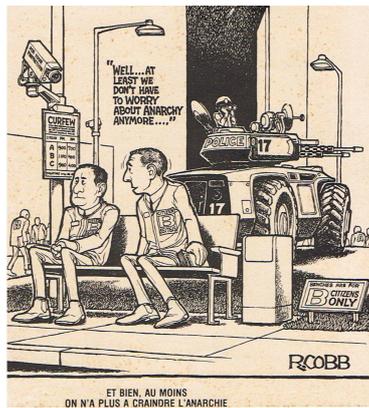
« L'effet majeur du panoptique: induire chez le détenu un état conscient et permanent de visibilité qu'assure le fonctionnement automatique du pouvoir.

Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinuée dans son action »

Michel Foucault

Caméra factice





Comm' y dit un travailleur social qui lit l'pote Karl dans l'Journal du Droit des Jeunes: « L'exclusion du champ conceptuel des rapports de domination économique et sociale a alors pour fonction de naturaliser les rapports sociaux vécus par les démunis, réduisant les comportements à des causes psychopathologiques, d'imaturité, de non-socialisation (les sauvageons), de perversité naturelle (les irrécupérables), voire à de simples réflexes conditionnés (la théorie de la vitre brisée). Ainsi, le comportement d'une mère déniait les responsabilités de son enfant dans des faits délictueux ou perturbateurs avérés, sera interprété exclusivement comme le réflexe naturel d'une mère protégeant son enfant et non comme le refus d'un ordre répressif vécu dans tous les aspects de sa vie qui, non content de la priver, elle et sa famille, des droits élémentaires à vivre dignement, s'arroge le droit de sanctionner ce qui n'est que le résultat des conditions d'existence qu'on lui fait subir. »

C'est sûr qu'« on ne parle pas d'éducation à la citoyenneté à Henri IV ou à Louis le Grand, dans les classes préparatoires où se fabriquent les futures mafias qui, dans un jeu de chaises musicales assez féroce, vont se répartir l'essentiel des pouvoirs politiques, économiques et sociaux » comm' y dit m'sieur Defrance, y dit Polo.

L'insertion d'intégration d'assistance, y dit Polo, c'est la fabrication du pôv' nouveau des Lumières du Progrès d'l'Peuple du commerce et de l'industrie.

« Quoi qu'il en soit, y dit m'sieur Fassin, ces mécanismes et ces jeux, élaborés au cours des interactions avec les services publics, engagent l'individu dans une présentation de lui-même dont on peut supposer qu'elle n'est pas sans effet sur la construction de son moi - sinon moral, tout au moins social -, surtout si l'on tient compte de la répétition de ces interactions et du temps qu'elles représentent, aussi bien dans l'anticipation de la scène et la préparation du rôle que dans la réalisation de la première et l'exécution du second. Pour Michel Messu : "Les situations d'assistance comme toutes les situations sociales, participent de ce qui fait l'identité de l'individu."

« ...l'impropriété de celui qui a été déclassé devient l'unique propriété sur laquelle il puisse compter pour faire valoir sa présence, y rajoute m'sieur Nicolas-Le Strat : le manque devient la seule réalité qui puisse justifier l'existence de ceux qui ne sont plus admis aux places légitimes. Les politiques d'insertion comblent le vide laissé par celui que l'on déclassé en obtenant de lui qu'il maintienne sa présence sur le mode projectif. Les bilans socio-professionnels opèrent donc une étonnante conversion en laissant supposer que l'analyse de la qualification perdue conditionne l'appartenance professionnelle en devenir. Tout ce qui est désormais déclassé et définitivement désapproprié accède ainsi au statut envié d'une réalité porteuse d'espérance, une réalité qui recèle une authentique possibilité de réalisation de soi, à condition de savoir bien sûr la découvrir avec force évaluations et analyses de soi. Les politiques d'insertion réussissent ainsi à masquer le manque et la perte en érigeant justement ce manque et cette perte en critère de construction de soi. Un individu qui sait évaluer ce qu'il a perdu et qui accepte de prendre la mesure de ses insuffisances reste en prise avec lui-même et avec la société car il a appris à découvrir dans ses manques et sa déproppriation l'espoir d'une présence reconquise. Le vide d'une existence finit par équivaloir à une certaine plénitude de l'être (en projet), le manque finit alors par justifier une présence (attendue).

L'individu est requis de se voir en tant que "militant de lui-même", sans cesse au-devant de soi toujours en projet d'existence. »



« "Le capitalisme présente, dit-on, un visage froid", écrit Éva Illouz dans *Les Sentiments du capitalisme*, y cite m'sieur Salmon. Selon cette sociologue, professeure à l'Université hébraïque de Jérusalem, le capitalisme industriel serait en voie de se transformer en un "capitalisme émotionnel" qui s'approprierait les affects au point de transformer les émotions en marchandises. "Dans la culture du capitalisme émotionnel, les émotions sont devenues des entités évaluables, examinables, discutables, quantifiables et commercialisables... Les émotions ont aussi contribué à créer un moi souffrant, c'est-à-dire une identité organisée et définie par ses manques et ses déficiences psychiques, qui sont réinjectés dans le marché au travers de constantes injonctions au changement et à la réalisation de soi."

Voilà pourquoi les prescriptions du néomanagement adoptent souvent, selon Luc Boltanski et Ève Chiapello, "un style lyrique, voire héroïque, ou soutenu par des références nombreuses et hétéroclites à des sources nobles et antiques telles que le bouddhisme, la Bible, Platon ou la philosophie morale contemporaine (Habermas notamment)". Mais on pourrait y ajouter Homère, Shakespeare, Herman Melville, Joseph Conrad... »

C'est pour ça qu'Nicolas-l'p'tit et Ségolène-la belle y z'ont fait l'concours d'la pitié, vu qu'y sont héritiers z'enfants des Lumières du Progrès, y raconte m'sieur Salmon: « L'enjeu électoral se concentra alors presque logiquement autour des victimes: les accidentés de la vie, les femmes battues, les sans-logis, les handicapés, c'est-à-dire des personnes à forte résonance émotionnelle. Le registre des victimes tint lieu de sociologie électorale, le débat sur les inégalités fut remis aux archives de la guerre froide; à sa place, on eut droit à la surenchère des compassions.. (...) »

"J'ai changé!" avait lancé Nicolas Sarkozy dès sa déclaration de candidature, ce qui ne fait sans doute pas un programme, mais signale à coup sûr le début d'une intrigue. De la même manière que les spin doctors républicains avaient construit la campagne victorieuse de George W. Bush en 2000 à partir de l'histoire personnelle de sa lutte victorieuse contre l'alcool, Nicolas Sarkozy a adapté les thèmes de la souffrance et de la rédemption pour élaborer sa version française du conservatisme compassionnel: "J'ai changé parce que les épreuves de la vie m'ont changé. Je veux le dire avec pudeur, mais je veux le dire. [...] Parce que nul ne peut rester le même devant le visage accablé des parents d'une jeune fille brûlée vive. Parce que nul ne peut rester le même devant la douleur qu'éprouve le mari d'une jeune femme tuée par un multirécidiviste condamné dix fois pour violences et déjà une fois pour meurtre. [...] Je suis révolté par l'injustice et c'en est une lorsque la société ignore les victimes. Je veux parler pour elles, agir pour elles et même, s'il le faut, crier en leur nom." (...).

Il n'y a donc rien d'étonnant dans le fait que le nouveau président, dès son élection, ait transformé les cérémonies du 14 Juillet en défilé de victimes. Ce fut le plus beau rassemblement de victimes jamais vu à l'Élysée, plus de deux mille, auxquelles le chef de l'État a rendu hommage avec des accents reaganien: "Il y a parmi vous beaucoup de héros anonymes, qui ont fait des choses admirables, a-t-il dit après avoir dédié le défilé du 14 Juillet sur les Champs-Élysées à un petit garçon infirme. Je voudrais dire à tous ceux qui sont heureux et qui se croient malheureux qu'ils pensent au petit Guillaume, dont le seul rêve était d'être assis au premier rang le jour de la Fête nationale." Que les victimes remplacent les militaires le jour de la Fête nationale semble indiquer, comme ce fut le cas aux États-Unis après le 11 septembre, une transmutation des valeurs de la nation et des enjeux du patriotisme : de la défense à l'illustration de la nation, de la levée des troupes à la mobilisation des émotions, de la conquête du territoire à la capture des écrans...

Paul Ricoeur, si souvent cité abusivement par les adeptes du storytelling pour ses analyses sur le récit et la constitution narrative de l'identité, s'en alarmait à la fin de sa vie: "Les menaces qui attestent la fragilité de l'identité personnelle ou collective ne sont pas illusoire : il est remarquable que les idéologies du pouvoir entreprennent, avec un inquiétant succès, de manipuler ces identités fragiles par le biais des médiations symboliques de l'action." »

« La diffusion des pratiques de médiation est particulièrement forte dans les dispositifs d'insertion, y dit m'sieur Nicolas-Le Strat . Elle n'est sans doute que la forme actualisée d'une tendance à l'œuvre depuis longtemps dans le domaine du social. Il s'agit de "faire pivoter le sujet, lui faire prendre l'expertise à son compte puisque c'est lui-même qui amène au jour son erreur, lui faire accepter du même coup ce qu'il refusait d'entendre, de voir, de faire puisque ce n'est plus une affaire de morale, de lois ou de mérite, de possible et d'impossible mais qu'il y va de lui-même, de son équilibre relationnel, de son épanouissement"; ce que Jacques Donzelot écrit à propos de la police des familles nous paraît parfaitement s'adapter à l'idéal de la médiation: renvoyer la responsabilité de la décision au sujet (au bénéficiaire d'une mesure ou à l'usager d'un service), obtenir de lui qu'il pose l'expertise de ses propres difficultés et qu'il en engage la résolution. Faire pivoter le sujet pour que de demandeur, victime ou coupable, il advienne à l'objectivité de celui qui évalue et analyse. Convertir l'intensité affective de la souffrance ou de la plainte en une capacité raisonnée et raisonnable d'expertise: voilà pourquoi je souffre, voilà ce qui motive ma plainte. Le médiateur ou la fonction de médiation est requis par les dispositifs sociaux pour opérer cette conversion. (...) Deuxième intérêt de la démarche, elle renvoie le sujet ou les sujets à leur propre vérité et s'emploie à les convaincre que leur véritable ennemi n'est autre qu'eux-mêmes. Rien de plus apaisant et de protecteur pour les instances de pouvoir qu'une telle démarche qui les dote d'une neutralité providentielle. A ce titre, la médiation relève bien d'une technologie de la domination.

Enfin, la démarche de médiation fait établir l'expertise par le sujet lui-même. ... une expertise menée au plus près des réalités, directement par les sujets concernés et immédiatement en prise avec la matérialité des faits. Qu'espérer de mieux ? (...)

C'est en effet l'objet du projet d'insertion que d'inscrire les aspirations de l'individu dans une orientation bien établie et de le faire à partir d'une évaluation précise de son expérience de vie et de son potentiel professionnel. (...) L'initiative individuelle est réclamée, et c'est le rôle du projet d'insertion que de la susciter, mais elle reste strictement ordonnée à l'espace-temps des objectifs négociés avec les professionnels. L'engagement subjectif est nécessaire à la contractualisation mais il n'excédera pas le relevé de conclusion du contrat, qui va constituer son seul horizon pour l'avenir. »

Fred qu'a pas la maladie d'la mémoire d'm'sieur Alzheimer et qui se souvient de Chomdu 15, y dit qu'ça ressemble au dispositif d'm'sieur Rousseau: « Sans doute, il doit faire ce qu'il veut ; mais il ne doit vouloir que ce que vous voulez qu'il fasse ; il ne doit pas faire un pas que vous ne l'avez prévu ; il ne doit pas ouvrir la bouche que vous ne sachiez ce qu'il va dire ».

C'est comm' pour la "politique des quartiers" d'not' président qu'c'est un dispositif d'encadrement mobilisation des travailleurs pauvres comm' y l'décrit m'sieur Nicolas-Le Strat: « ... une médecine individuelle de restauration des identités se conjoint à une médecine sociale de remailage du tissu communautaire, pour rendre à chaque exclu l'identité d'une capacité et d'une responsabilité mobilisées, pour instaurer en tout habitat délaissé une cellule de responsabilité collective. L'exclu et la banlieue délaissée deviennent alors les modèles d'un nouveau contrat social et d'une nouvelle citoyenneté, édifiés au point même où la responsabilité de l'individu et le maillage du lien social se délitaient. »

L'travailleuse sociale qu'a lu l'pote Karl y l'explique l'dispositif:

« Des habitants que l'on mobilise autour de projets et sommés de s'impliquer dans le rapport aux institutions, individus par ailleurs engagés dans des "parcours" d'insertion ;

un encadrement, lui-même soumis à l'impératif de l'implication et de l'engagement personnel ;

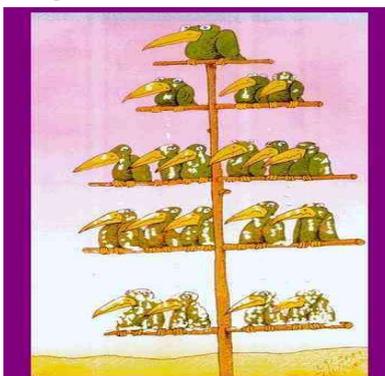
des médiateurs issus du milieu, exemples de l'insertion-collaboration réussie, relais de l'expression de leurs pairs, tampon entre les usagers et les institutions ;

des agents d'insertion veillant à la mobilisation active des individus dans leur parcours d'insertion ;

des travailleurs sociaux chargés de l'accompagnement social du parcours des habitants de leurs besoins individuels vers les projets collectifs ;

un chef de projet assurant l'organisation territoriale de cette armée d'intervenants et veillant à l'adaptation des réponses des services publics.

Chacun étant invité à co-produire la normalisation de l'espace public par le partage de l'information-délation et la mise en visibilité totale du mouvement de chacun, sous l'égide principalement de la police et de la justice, principaux animateurs des dispositifs opérationnels dans les quartiers au nom de la lutte contre l'insécurité. On comprend la vogue de la notion de quartier-village dans la sociologie autorisée, dans cet univers où chacun à l'œil sur le voisin. »



C'est sûr qu'ça en fait des p'tits bourgeois pour s'occuper d'not' bonheur d'homme nouveau, y dit Fred. Plus les habitants collabos, y dit Djamel qu'en connaît. Mém' qu'y voulaient nous faire jouer aux grands-frères, y s'souvient Afid.

« Le coaching est le nom d'un rituel de grand frère, rituel d'initiation sociale au monde de l'autocontrôle, qui - sous prétexte de psychothérapie d'un malaise personnel - vise à accroître le contrôle d'autrui jusques et y compris dans les replis les plus obscurs de l'intime » y disent dans leur langage m'sieur Gori et m'sieur Le Coz.

Et nos pères, y z'auraient voulu qu'y jouent aux Bachagas, comm' pendant la colonisation, y s'moque Afid.

D'ailleurs, y l'ajoute mon ancien délégué syndical CGT, ces dispositifs y viennent d'la conception qu'avait « le maréchal Lyautey, le "pacificateur" du Maroc, disciple d'Albert de Mun, influencé par Le Play, pour qui le rôle de l'officier colonial est très proche de ce que l'on peut entendre par ingénieur social, y rappelle m'sieur Lourau. Les officiers des "affaires indigènes" survivront jusqu'à la disparition de nos anciennes colonies officielles, préposés à la construction de la paix sociale entre colonisateurs et colonisés. Le vieux maréchal insiste avec délectation sur "le souci et cet amour de la classe ouvrière, cette préoccupation dominante de la paix sociale". Pour lui, l'ingénieur – comme l'officier et le ...professeur – se doivent d'assurer un équilibre entre le Capital et le Travail. Il est vrai qu'il ajoute à ces trois professions privilégiées "tous ceux qui ont à agir sur les hommes". Cette formule assez militaire en dit long sur la conception du génie social, du moins à cette époque. Il n'est pas question d'agir sur les choses, de transformer les rapports sociaux à l'usine et ailleurs, mais d'influencer les hommes, de leur montrer le droit chemin, d'améliorer non les rapports sociaux mais les relations sociales. C'est, comme le diront un peu plus tard les psychologues industriels marqués souvent par l'idéologie à la Lyautey, le problème du "maniement humain" (on ne disait pas encore "management". »

C'est pour ça, y dit Polo, qu'la "participation" ou la "démocratie participative" c'est pas fait pour donner l'pouvoir au citoyen d'"l'peuple" souverain d'la Démocratie d'la République des Lumières du Progrès du commerce et d'l'industrie. (L'pouvoir, ça s'donn' pas, ça s'prend! y clame Djamel.)

« La centralité accordée à l'implication de l'usager ne doit pas être comprise comme un mode de co-production concrète de l'action publique, y dit m'sieur Nicolas-Le Strat, comme une tentative pour assimiler dans un même processus conditions de production de l'action et conditions d'usage de cette action. Si l'on peut entendre que le citoyen, sur un mode très abstrait (l'intérêt général), est bel et bien co-producteur de l'action publique, rien de tel pour l'usager impliqué. L'implication renvoie à une toute autre problématique. Il s'agit d'une modification des conditions dans lesquelles l'action publique est produite. Nous assistons à l'émergence d'un modèle d'action qui s'appuie sur l'implication de l'usager pour se développer, pour préserver sa productivité et garantir la qualité de sa prestation. Il n'y a pas co-production par l'usager de l'intervention, ce qui supposerait une distance critique et délibérative, mais inclusion de l'implication de l'usager dans la production de l'intervention. Dans une action en "implication optimale", l'usager n'est pas considéré comme co-producteur mais, par contre, sa compétence est mobilisée pour atteindre une meilleure productivité de l'action. L'implication est plus proche d'une technologie de la production (un gage d'efficacité) que d'une technologie de la participation; elle relève sans doute plus concrètement d'une socio-économie de l'intervention administrative que d'une socio-politique de l'activité politique. (...)

On verra ainsi les politiques sociales s'appuyer sur ces expertises de proximité – sur la captation des savoirs ordinaires pour légitimer leur action et gagner l'adhésion des résidents, toutes choses là aussi à forte intensité socio-cognitive. Ce détour cognitif devient le meilleur vecteur qui soit pour obtenir adhésion, engagement et responsabilisation. »

Comm' y disent dans un rapport du groupe "cohésion sociale et territoire" de la commission "cohésion sociale et prévention de l'exclusion" pour la préparation du XIème plan en 1997, y dit Fred qu'a pas fait qu'dormir pendant sa formation: « L'enjeu est que les politiques d'insertion participent à la production de la cohésion sociale en intégrant les mutations pour les accompagner, qu'elles organisent l'évolution de la société, en préviennent les ruptures et en gèrent les transitions. ».

« Pour nos planificateurs, y l'explique l'travailleur social qu'a lu l'pote Karl et aussi les rapports et les circulaires, il s'agit de refabriquer des corps intermédiaires par la constitution de "systèmes locaux d'acteurs". Dans une perspective de "refondation de l'action publique", le "local" est "reconfiguré comme un corps intermédiaire" selon "le "principe de subsidiarité active" consistant à "développer une dynamique de co-responsabilité des collectivités et des acteurs de tous niveaux en s'appuyant de manière continue sur l'expérience des échelons locaux dans les processus d'élaboration des stratégies et dans l'énoncé des finalités qui commandent les règles de l'action, lesquelles demeurent de la responsabilité des échelons supérieurs." »

« C'est, à tous les échelons de la société, l'établissement de relais grâce auxquels l'Etat, le pouvoir politique, l'administration sondent la demande sociale et négocient le consensus », y traduit l'pote Paul Beaud.

« "Le développement durable est une nouvelle manière de gérer et d'organiser les activités humaines, autant qu'une référence éthique et politique, c'est-à-dire un nouveau mode de gouvernance" y dit m'sieur Tubiana, y continue l'travailleur social qu'a lu l'pote Karl. "La dimension culturelle est d'abord un point crucial dans les démarches de développement local. Cela signifie à la fois partir de l'identité culturelle du territoire et redonner sens à l'activité des habitants, pour recréer une "conscience locale". À travers la valorisation sociale de ces valeurs culturelles, il faut alors motiver et impliquer les populations autour d'un projet global qui donne lieu à un consensus. Cela implique tout un travail d'animation, de conscientisation et de formation permanente. A partir d'une telle base, il faut relier toutes les actions de développement à l'intérieur d'un même territoire, de façon à constituer des réseaux solidaires qui permettent une utilisation optimale des ressources existantes. Toutes ont pris pour point de départ la capacité des populations locales () à se mobiliser." "L'enjeu de la cohésion sociale et des territoires (est) que la mobilisation citoyenne, les initiatives locales, les projets territoriaux participent de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un projet global de

société". Projet de société qui n'a été discuté nulle part, en tout cas par les citoyens.

"Actions" diverses : potager communautaire, cuisine, repas collectifs, maison communautaire, fêtes et animations de quartier, réseaux d'échange de savoirs, groupes de parole, se généralisent dans les quartier de la Politique de la Ville; toutes activités éducatives et sociales s'ordonnant dans une représentation collective de l'idéal que l'on retrouve dans les actions de "coopération décentralisée" en Afrique (construire une école ou creuser des puits), qui consiste à permettre au jeune de s'apercevoir "qu'il existe des endroits où des gens sont dans des situations bien pires que ce qu'ils connaissent" et d' "oublier le rôle de petits caïds qu'ils ont chez eux".



L'économie solidaire et sociale, occupe une place de choix dans les nouvelles politiques de gestion des quartiers pauvres. L'objectif est là aussi clairement affiché : "L'Economie sociale devrait être davantage capable de transformer tout premier cri de révolte en action revendicative positive et constructive. En d'autres termes, il s'agit de renverser la négativité de certaines protestations en affirmations positives, en prises d'initiatives." Pour cela: "l'action citoyenne ne peut se développer que si l'action médiatrice est elle-même favorisée. Il faut former une nouvelle génération de travailleurs sociaux, développer un nouveau volontariat : former des "médiateurs" capables de faire le lien entre les associations et les mouvements populaires naissants, d'accompagner les initiatives les plus innovantes, voire les plus "choquantes". "Des propositions peuvent être faites concernant l'amélioration économique et sociale des conditions de vie des personnes défavorisées dans la mesure où elles sont les plus exposées. Un meilleur accès aux soins, la solidarité face à la maladie, ou encore une campagne d'information dans les quartiers défavorisés sur l'alimentation et le meilleur style de vie possible compte tenu de leur situation...". Qu'il ne s'agit pas de changer ! »

Eh bête, ça a pas changé, y dit Djamel. Sauf qu'maintenant, y vaut mieux avoir un milliardaire comm' maire comm' m'sieur Dassault. Au moins y a pas besoin d'la mafia, y a la charité. C'est pas incompatible, y dit Polo.

(... à suivre)

P'tit Nico